

Direction générale des douanes.(A compter du 1^{er} janvier 1950.)

Deux cent cinquante préposés et matelots.

(A compter du 1^{er} janvier 1951.)

Deux cent cinquante préposés et matelots.

Service des laboratoires.(A compter du 1^{er} janvier 1950.)

Dix ingénieurs chimistes.

Service des importations et des exportations.(A compter du 1^{er} janvier 1951.)Deux agents contractuels de 2^e catégorie.Huit agents contractuels de 3^e catégorie.Neuf agents contractuels de 4^e catégorie.

Vingt et un auxiliaires de bureau.

Administration des monnaies et médailles.(A compter du 1^{er} janvier 1950.)

Un ingénieur chimiste.

Imprimerie nationale.(A compter du 1^{er} octobre 1950.)

Trente auxiliaires de bureau.

(A compter du 1^{er} janvier 1951.)

Treize auxiliaires de bureau.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique
et à la réforme administrative,*
PIERRE MÉTAYER.

Décret n° 50-1171 du 22 septembre 1950 portant application au ministère des finances et des affaires économiques (affaires économiques) du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;
Vu le décret n° 50-1118 du 13 septembre 1950 portant homologation du plan d'économies prévu à l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Le comité interministériel entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Sont supprimés à compter du 1^{er} octobre 1950, à l'institut national de la statistique et des études économiques, les emplois ci-après:

Trois cents auxiliaires de bureau ou de service.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique
et à la réforme administrative,*
PIERRE MÉTAYER.

Décret n° 50-1172 du 22 septembre 1950 portant application au ministère de l'éducation nationale (enseignement technique, jeunesse et sports) du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Vu le décret n° 50-1118 du 13 septembre 1950 portant homologation du plan d'économies prévu à l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Le comité interministériel entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Sont supprimés, au ministère de l'éducation nationale (enseignement technique, jeunesse et sports) les emplois ci-après:

Service de l'équipement sportif.

(A compter du 1^{er} octobre 1950.)

Deux emplois d'ingénieur contractuel.

Deux emplois d'agent technique contractuel.

Inspection de la jeunesse et des sports.

Cinq emplois d'inspecteur principal, à compter du 1^{er} octobre 1950.

Trois emplois d'inspecteur principal, à compter du 1^{er} juillet 1951.

Etablissements relevant de la direction générale de la jeunesse et des sports.

a) En ce qui concerne les établissements supprimés.

(A compter du 1^{er} octobre 1950.)

Dix emplois de directeur (création, en contre-partie, d'un emploi de directeur adjoint).

Six emplois d'économe.

Onze emplois de sous-économe.

Cent emplois d'agent de service.

Deux emplois de surveillant général.

Trois emplois de médecin conventionné.

Quinze emplois d'auxiliaire de bureau.

(A compter du 1^{er} juillet 1951.)

Seize emplois d'agent de service.

Deux emplois d'auxiliaire de bureau.

b) En ce qui concerne les établissements subsistants.

(A compter du 1^{er} octobre 1950.)

Deux emplois de sous-économe.

Deux emplois de secrétaire administratif.

Douze emplois d'agent de service.

Quatre emplois d'auxiliaire de bureau.

Inspection de l'enseignement technique.(A compter du 1^{er} janvier 1950.)

Deux emplois de secrétaire.
Cinq emplois de commis.
Trois emplois de dactylographe auxiliaire.

(A compter du 1^{er} octobre 1950.)

Dix-sept emplois de secrétaire.
Vingt-six emplois de commis.
Sept emplois de dactylographe auxiliaire.

(A compter du 1^{er} octobre 1951.)

Vingt-six emplois de secrétaire.
Douze emplois de rédacteur.
Quarante-sept emplois de commis.
Vingt-cinq emplois d'auxiliaire de bureau.

Ecoles normales nationales d'apprentissage.(A compter du 1^{er} janvier 1950.)

Cinq emplois de professeur technique adjoint.

(A compter du 1^{er} octobre 1950.)

Deux emplois de sous-économiste.
Dix emplois de professeur.
Vingt-trois emplois de professeur technique adjoint.

(A compter du 1^{er} janvier 1951.)

Un emploi de directeur.
Un emploi de sous-directeur.

(A compter du 1^{er} octobre 1951.)

Un emploi de directeur.
Un emploi de sous-économiste.
Un emploi d'adjoint d'économat.
Un emploi de secrétaire de direction.
Dix emplois de professeur.
Treize emplois de professeur technique adjoint.

*Centres d'apprentissage.*Trente-cinq emplois de directeur, à compter du 1^{er} octobre 1950.Cinq emplois d'adjoint des services économiques, à compter du 1^{er} octobre 1950.

Cent cinq emplois de professeur d'enseignement général:
Quinze, à compter du 1^{er} octobre 1950; quarante-cinq, à compter du 1^{er} octobre 1951; quarante-cinq, à compter du 1^{er} octobre 1952.

Trente emplois de professeur technique, à compter du 1^{er} octobre 1950.

Cent emplois de professeur technique adjoint:
Dix, à compter du 1^{er} octobre 1950; quarante-cinq, à compter du 1^{er} octobre 1951; quarante-cinq, à compter du 1^{er} octobre 1952.

Quatre-vingts emplois d'assistante médico-sociale, à compter du 1^{er} octobre 1950.Dix emplois d'agent de cuisine, à compter du 1^{er} octobre 1950.

Cent emplois de répétiteur, à compter du 1^{er} octobre 1950
(en contre-partie, création, à compter de la même date, de quatre-vingt-dix emplois de surveillant d'internat).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget, le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique
et à la réforme administrative,*
PIERRE MÉTAYER.

Décret n° 50-1173 du 22 septembre 1950 portant application au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Vu le décret n° 50-1118 du 13 septembre 1950 portant homologation du plan d'économies prévu à l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Le comité interministériel entendu,

Décrète:

Art. 1^{er}. — Sont supprimés au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme les emplois ci-après, à compter du 1^{er} janvier 1950:

Sept emplois d'ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat.

Un emploi d'adjoint technique.

Quarante emplois d'employés contractuels de bureau.

Cent emplois d'auxiliaires de bureau.

Cent quarante emplois de conducteurs de chantiers.

Deux mille huit cents emplois d'agents de travaux.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique
et à la réforme administrative,*
PIERRE MÉTAYER.

Décret n° 50-1174 du 22 septembre 1950 portant application au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Vu le décret n° 50-1118 du 13 septembre 1950 portant homologation du plan d'économies prévu à l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Le comité interministériel entendu,

Décrète:

Art. 1^{er}. — Sont supprimés, à compter du 1^{er} janvier 1951, au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) les emplois ci-après:

Quatre-vingt-cinq emplois de moniteur du service de l'aviation légère et sportive.